



RCS : REIMS

Code greffe : 5103

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de REIMS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 00023

Numéro SIREN : 539 036 699

Nom ou dénomination : "Parc Eolien Le Mont d Annelles"

Ce dépôt a été enregistré le 20/12/2013 sous le numéro de dépôt 5955



« Parc Éolien Le Mont d'Annelles »
Société par actions simplifiée
au capital de 30.000 Euros
Siège social
26-28 rue Buirette 51100 REIMS
539.036.699 RCS Reims

STATUTS

La société dénommée « WINDVISION OPERATIONS LIMITED »,

Société à responsabilité limitée de droit chypriote au capital de VINGT MILLE (20.000) Euros,
Dont le siège social est à LIMASSOL (Chypre) Georgiou A' Avenue 84 - « Flamingo Court » -
Appartement 43 - Germasogeia,
Immatriculée au Registre des sociétés de Nicosie (Chypre) sous le numéro HE 214469,
Représentée aux présentes par Monsieur Johan Wilfried Théo VOS ayant tous pouvoirs aux
fins des présentes aux termes d'une procuration sous seing privé en date à Limassol (Chypre)
du 15 Décembre 2011, dont une copie restera annexée aux présentes,

Ci-après dénommée « l'Associée unique ».

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle qu'elle a
décidé d'instituer.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par l'associée unique propriétaire des actions ci-après créées une société par actions
simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public
à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- La prestation de services, le développement, la construction, la commercialisation, le
financement, l'exploitation et la maintenance dans le domaine des énergies renouvelables et
nouvelles et du développement durable, et notamment :

- l'identification de projets potentiels de parcs éoliens, d'énergie solaire, de biomasse ou mixtes,
 - la réalisation d'études préliminaires,
 - l'obtention des autorisations en vue de l'octroi de concessions à des sociétés à créer pour chaque projet,
 - l'identification et la négociation d'accords avec des consommateurs potentiels,
 - la recherche d'investisseurs et de financements,
- Toutes les opérations de représentation, de vente, d'achat, de location, d'échanges, de consignations, de transports de toutes marchandises et matériels, ainsi que toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
 - la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
 - la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation et au développement de cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

« Parc Éolien Le Mont d'Annelles ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

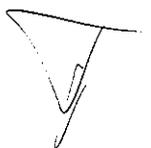
ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

REIMS (Marne) 26-28 rue Buirette

Il peut être transféré en tout endroit par décision de l'Associée unique ou par décision du Président, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par l'Associée unique.



ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, l'Associée unique, soussignée, apporte à la Société une somme en numéraire d'un montant total de TRENTE MILLE (30.000) Euros, correspondant au montant du capital social et à TENTE MILLE (30.000) actions d'une valeur nominale de UN (1) Euro chacune, souscrites en totalité et libérées à hauteur de la moitié de leur valeur nominale, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 19 Décembre 2011 par la banque « Crédit Agricole du Nord-Est » - agence « Clairmarais » de Reims (Marne) 15 rue André Pringat, dépositaire des fonds, sur présentation de l'état de souscription mentionnant la somme versée par l'associé unique.

La somme de QUINZE MILLE (15.000) Euros versée par l'Associée unique a été régulièrement déposée, à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de :

TRENTE MILLE (30.000) Euros.

Il est divisé en TRENTE MILLE (30.000) actions de UN (1) Euro chacune, de même catégorie, souscrites par l'Associée unique et libérées à hauteur de 50 % de leur valeur nominale.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'Associée unique.

L'Associée unique peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'Associée unique qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.



ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives ; elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de deux (2) mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

2. Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

La cession de droits d'attribution d'actions gratuites, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes, et la cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire est libre.

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert ; cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision de l'associé unique ou de la collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée ; elle est notifiée au cédant par lettre recommandée.

A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné ; toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis ;
- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption, etc ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les soixante (60) jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

La location des actions est interdite.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

1. Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

2. Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associée unique ou la collectivité des associés.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de quatre-vingts (80) ans ; si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée six (6) mois avant la date d'effet de ladite décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du Président ; la décision de révocation n'a pas à être motivée.

3. Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par une décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés ; elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur présentation des justificatifs.

4. Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GENERAL

1. Désignation

L'associé unique ou la collectivité des associés peut nommer un Directeur Général, personne physique ou morale, pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

2. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de quatre-vingts (80) ans ; si le Directeur Général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au Président, par lettre recommandée adressée six (6) mois avant la date d'effet de ladite décision.

3. Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, sur la proposition du Président ; cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Il est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

4. Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans une décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés ; elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur présentation des justificatifs.

5. Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président ou l'un de ses dirigeants doivent être mentionnées sur le registre des décisions, et ce, même si le Président n'est pas l'associé unique.

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et l'associé unique non dirigeant ou s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant, doivent donner lieu à l'établissement d'un rapport du Président ou du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, qui doit être présenté à l'approbation de l'associé unique.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un ; tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination par l'associé unique d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements ; elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Le Commissaire aux Comptes exerce sa mission dans les conditions fixées par la loi.

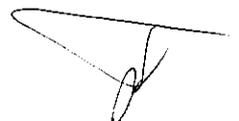
ARTICLE 17 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président ; à cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

ARTICLE 18 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social, émissions de valeurs mobilières, agrément de cession ou transmissions d'actions,
- acquisition de participations dans d'autres sociétés,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- transformation en une société d'une autre forme et prorogation de la durée de la société,
- dissolution de la Société, nomination et révocation du Liquidateur, liquidation de la société,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- conclusion d'emprunt pour un montant excédant CINQ CENT MILLE (500.000) Euros par opération.



L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du Président.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 Décembre 2012.

ARTICLE 20 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires ; le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi ; il établit également, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi et tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.



Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique peut prélever toutes sommes qu'il ou elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le surplus est attribué à l'associé unique sous forme de dividende.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ; la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice ; le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société ; toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique.

Le liquidateur représente la Société ; il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable.

Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Lorsque l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la Société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le collège arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procèdera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre ; un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux ; ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

ARTICLE 27 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

1. Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts est :

Monsieur Johan Wilfried Théo VOS
Né à Geel (Belgique) le 21 Février 1955,
De nationalité belge,
Demeurant à ROTSELAAR (Belgique) Beatrijslaan 56,

sans limitation de durée.

2. Nomination du Directeur Général

Est nommé en qualité de Directeur Général de la Société sans limitation de durée, sans qu'elle puisse toutefois excéder celle du mandat du Président :

Monsieur Jacob Jan FERWEDA
Né à Boskoop (Pays-Bas) le 10 Décembre 1964,
De nationalité Néerlandaise,
Demeurant à OJERIJSE (Belgique) Sint Annastraat 101.

Conformément aux dispositions des statuts, Monsieur Jacob Jan FERWEDA disposera des mêmes pouvoirs de direction que le Président de la Société.

Il n'aura le droit en aucun cas de représenter la Société à l'égard des tiers et ne pourra user des pouvoirs de direction générale sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président, conformément à l'article 14 ci-dessus.

Monsieur Jacob Jan FERWEDA percevra une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement seront déterminées par une décision ultérieure.

Messieurs Johan VOS et Jacob Jan FERWEDA, ci-dessus nommés, ont fait savoir préalablement aux présentes et chacun en ce qui le concerne, qu'ils accepteraient les mandats respectifs de Président et de Directeur Général de la société qui viendraient à leur être confiés et qu'ils n'étaient atteints d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination et l'exercice desdites fonctions.

ARTICLE 28 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont désignés en qualité de premiers Commissaires aux Comptes de la Société, pour une durée de six exercices :

- Société « KPMG AUDIT EST » dont le siège social est à SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin) 9 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise, en qualité de titulaire,
- Société « KPMG AUDIT PARIS-CENTRE » dont le siège social est à PARIS LA DEFENSE (Hauts-de-Seine) 3 cours du Triangle - Immeuble Le Palatin, en qualité de suppléant.

Les Commissaires aux Comptes ainsi nommés, ont fait savoir à l'avance qu'ils acceptaient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

ARTICLE 29 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

La société « WINDVISION OPERATIONS LIMITED », Associée unique, a établi un état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société ; cet état est annexé aux présents statuts.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 30 - MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

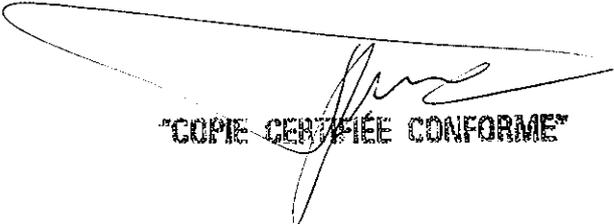
La société « WINDVISION OPERATIONS LIMITED », Associée unique, donne mandat, dès à présent, à Monsieur Johan VOS, Président, pour accomplir les actes et prendre les engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social ; ces engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 31 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés à Monsieur Johan VOS, Président, ou au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social,
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés,
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

STATUTS MIS A JOUR AU 18 DECEMBRE 2013.


"COPIE CERTIFIÉE CONFORME"

SCI GAILLARD
28, rue Buirette
51100 REIMS
R.C.S. REIMS 538 931 353

COPIE

**CONVENTION DE DOMICILIATION
DE SIEGE SOCIAL**

Le soussigné,

- Monsieur Patrice FRANC,

Agissant en qualité de gérant de la SCI GAILLARD,
Société Civile Immobilière au capital de 1.000 euros,
Dont le siège social est situé 28, rue Buirette 51100 REIMS,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 538 931 353.

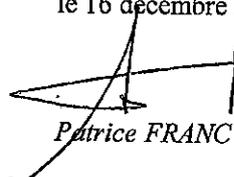
Propriétaire du bien immobilier sis 28, rue Buirette 51100 REIMS,

autorise par la présente la Société Parc Eolien Le Mont d'Annelles SAS, à domicilier son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée, à compter de ce jour.

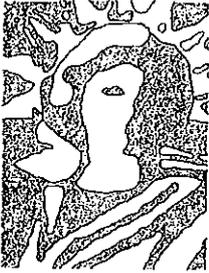
Cette domiciliation est consentie à titre gratuit.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Reims,
le 16 décembre 2013


Patrice FRANC

**notaires
associés**



ETUDE CLOVIS

Vincent CROCHET

Notaire

Diplômé Supérieur de Notariat (Paris II)

vincent.crochet@notaires.fr

SCI CLUB DES CINQ & SCI DES TERRASSES/SCI GAILLARD (M. FRANC)

143441/29/FH

Dossier suivi par LCA

Et Francesca HIBLOT

Certificat de l'article 4-3 du décret n°67-223 du 17 Mars 1967

JE SOUSSIGNE Maître CROCHET Vincent Notaire Associé de la Société Titulaire de l'Office Notarial « Roland CALSAC, Vincent CROCHET, David MENNETRET, Sylvie JACQUEMAIN-COURNIL et Christophe PIERRET, Notaires Associés » dont le siège est à REIMS (Marne), 15 Rue Clovis, certifie et atteste avoir reçu le 30 janvier 2012 la vente,

Par :

1°/ La Société dénommée **SCI CLUB DES CINQ**, Société civile immobilière au capital de 762,25 euros €, dont le siège est à REIMS (51100), 7 rue Clément Ader, identifiée au SIREN sous le numéro 397 861 758 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

2°/ La Société dénommée **SCI DES TERRASSES**, Société civile immobilière au capital de 304.898,00 €, dont le siège est à REIMS (51100), 7 rue Clément Ader, identifiée au SIREN sous le numéro 412984478 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

Au profit de :

La Société dénommée **SCI GAILLARD**, Société Civile au capital de 1.000 €, dont le siège est à REIMS (51100), 7 rue Clément Ader, identifiée au SIREN sous le numéro 538931353 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

Parking Clientèle
sur place

CF

AR.

6

Roland CALSAC, Vincent CROCHET, David MENNETRET, Sylvie JACQUEMAIN-COURNIL, Christophe PIERRET

Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial - Membre d'une association agréée. Le règlement des honoraires par chèque est accepté.

15, rue Clovis 51100 REIMS - tél. +33 (0)3 26 87 71 71 - fax. +33 (0)3 26 47 79 08

Bureau annexe : 32, rue Chanzy 51380 Verzy - tél. +33 (0)3 26 97 90 49 - fax. +33 (0)3 26 97 94 70

site internet : www.notaires-clovis-reims.fr

DESIGNATION

Désignation de l'ENSEMBLE IMMOBILIER dont dépendent les BIENS :

Un ensemble immobilier situé à REIMS (MARNE) 51100 34 Rue Jeanne d'Arc, 8 à 28 rue Buirette, 51 à 55 place Drouet d'Erlon, comprenant :

- Un immeuble sis 55 place Drouet d'Erlon, cadastré section IM n°39, lieudit "55 Pl. Drouet d'Erlon" pour 00ha 04a 40ca,
- Un immeuble sis 53 place Drouet d'Erlon, cadastré section IM n°40, lieudit "53 Pl. Drouet d'Erlon" pour 00ha 02a 91ca,
- Un immeuble sis 51 place Drouet d'Erlon, cadastré section IM n°41, lieudit "51 Pl. Drouet d'Erlon" pour 00ha 01a 50ca
- Un immeuble sis 8, rue Buirette, cadastré section IM n°51, lieudit "8 Rue Buirette" pour 00ha 03a 05ca,
- Un immeuble sis 12 à 22, rue Buirette, cadastré section IM n°52, lieudit "rue Buirette" pour 00ha 18a 22ca,
- Un immeuble sis 26-28, rue Buirette, cadastré section IM n°54, lieudit "26 rue Buirette" pour 00ha 16a 44ca et n°490, lieudit "26 rue Buirette" pour 00ha 00a 81ca
- Un immeuble sis 34, rue Jeanne d'Arc, cadastré section IM n°61, lieudit "34 rue Jeanne d'Arc" pour 00ha 03a 91ca
- Un immeuble sis 24bis, rue Buirette, cadastré section IM n°483, lieudit "24B rue Buirette" pour 00ha 03a 28ca

- Et le VOLUME UN (1) consistant en un volume d'une base de 139 m² du tréfonds jusqu'à la sous-face de la dalle du 1^{er} étage, soit altitude NGF 82,62, dépendant d'un ensemble immobilier sis à REIMS 24, 24bis rue Buirette, cadastré section IM n°501 pour 02a 47ca (anciennement cadastré section IM n°484 pour 1a 39ca et 485 pour 1a 08ca), ayant fait l'objet d'un état descriptif de division en volumes suivant acte reçu par Me THIENOT, le 28 janvier 1988, publié au bureau des Hypothèques de REIMS le 22 mars 1988 volume 13072 n°19 suivi d'une attestation rectificative publiée le 18 avril 1988 volume 13104 n°19, cadastré section IM n° 501, lieudit "24 rue Buirette" pour 00ha 02a 47ca

A L'INTERIEUR DU VOLUME SIX (6) désigné comme suit en l'état descriptif de division en volumes ci-après visé :

Lot numéro SIX comprenant :

Un volume fractionné pour sa description plus aisée en parties définies comme suit :

Fraction	Surface(m ²)	Altitude inférieure moyenne	Altitude supérieure moyenne
« a »	51	(78.80)	(83.80)
« b »	12	(78.50)	(83.80)
« c »	524	(83.80)	Sans limitation

CF 19°

« Le bénéficiaire en cas de promesse de vente, le promettant en cas de promesse d'achat ou l'acquéreur peut intenter l'action en nullité, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente. »

« La signature de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente mentionnant la superficie de la partie privative du lot ou de la fraction de lot entraîne la déchéance du droit à engager ou à poursuivre une action en nullité de la promesse ou du contrat qui l'a précédé, fondée sur l'absence de mention de cette superficie. »

« Si la superficie est supérieure à celle exprimée dans l'acte, l'excédent de mesure ne donne lieu à aucun supplément de prix. »

« Si la superficie est inférieure de plus d'un vingtième à celle exprimée dans l'acte, le vendeur, à la demande de l'acquéreur, supporte une diminution du prix proportionnelle à la moindre mesure. »

« L'action en diminution du prix doit être intentée par l'acquéreur dans un délai d'un an à compter de l'acte authentique constatant la réalisation de la vente, à peine de déchéance. »

La superficie de la partie privative des BIENS objet des présentes soumis à l'article 46 de la loi du 10 Juillet 1965, est de savoir :

- 308,70 M² pour le lot numéro SIX MILLE UN (6001)
- 310,55 M² pour le lot numéro SIX MILLE DEUX (6002)
- 286,25 M² pour le lot numéro SIX MILLE CINQ (6005)
- 250,05 M² pour le lot numéro SIX MILLE SIX (6006)

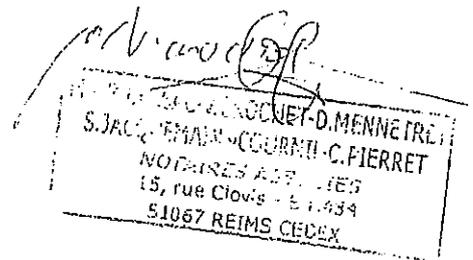
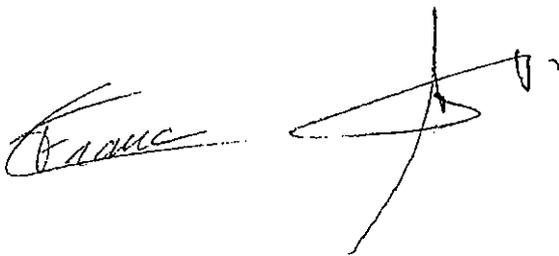
Ainsi qu'il résulte de quatre attestations établies par la société DIAGIPACT, 7 rue Joliot Curie 51100 REIMS le 26 janvier 2012.

Le VENDEUR déclare ne pas avoir réalisé d'aménagements de lots susceptibles d'en modifier la superficie ci-dessus indiquée.

EN FOI DE QUOI la présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à REIMS (Marne)

Le 30 janvier 2012



« Parc Eolien Le Mont d'Annelles »
Société par actions simplifiée au capital de 30.000 Euros
Siège social
47 rue Louis Pasteur - « La Neuville » - 51100 REIMS
539.036.699 RCS Reims

DECLARATION

(souscrite en application de l'article R. 123-110 du Code de commerce)

Je soussigné :

Johan VOS,

Agissant en qualité de Président de la société « Parc Eolien Le Mont d'Annelles », société par actions simplifiée au capital de TRENTE MILLE (30.000) Euros, immatriculé sous le numéro 539.036.699 RCS Reims,

DECLARE ET ATTESTE,

conformément aux dispositions de l'article R. 123-110 du Code de commerce que le siège social de la société « Parc Eolien Le Mont d'Annelles » est fixé depuis l'origine à REIMS (Marne) 47 rue Louis Pasteur - « La Neuville » à REIMS (Marne) sans aucun transfert jusqu'à ce jour.

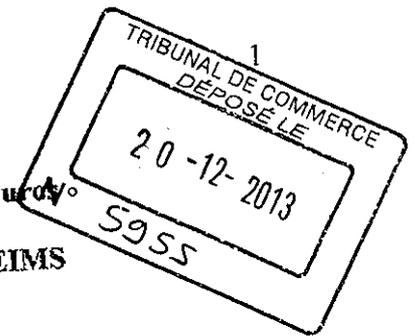
Fait en double exemplaire,
A Reims,
Le 9 Décembre 2013.

Le Président,
Mr Johan VOS :





« Parc Eolien Le Mont d'Annelles »
Société par actions simplifiée au capital de 30.000 Euro
Siège social
47 rue Louis Pasteur - « La Neuville » - 51100 REIMS
539.036.699 RCS Reims



PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 9 DECEMBRE 2013

L'an deux mille treize,
Le neuf Décembre,
A onze heures.

La société « **WINDVISION OPERATIONS LIMITED** »,
société anonyme au capital de 20.000 Euros,
ayant son siège social à LIMASSOL (Chypre) Georgiou A avenue 84 - « Flamingo Court » -
Appt 43 - Germasogeia,
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Chypre sous le numéro HE 214469,
Représentée par son Directeur, Monsieur Jacob Jan FERWEDA,

Associée unique de la société « Parc Eolien Le Mont d'Annelles », société par actions
simplifiée au capital de TRENTE MILLE (30.000) Euros divisé en TRENTE MILLE
(30.000) actions de UN (1) Euro, dont le siège social est à REIMS (Marne) 47 rue Louis
Pasteur - « La Neuville »,

En la présence de Monsieur Johan VOS, Président non associé de la Société,

Après avoir pris connaissance du rapport du Président non associé,

II - A DELIBERE SUR L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Président,
- Transfert du siège social de la Société,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

III - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

La société « WINDVISION OPERATIONS LIMITED », Associée unique, décide de transférer le siège social du 47 rue Louis Pasteur - « La Neuville » à REIMS (Marne) au 26-28 rue Buirette à REIMS (Marne), à compter du 18 Décembre 2013 et, en conséquence, de modifier l'article 4 des statuts sociaux, dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

« Le siège social est fixé à REIMS (Marne) 26-28 rue Buirette. »

(le reste sans changement)

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits certifiés conformes des présentes à l'effet d'accomplir tous dépôts et publications nécessaires et remplir toutes formalités légales ou administratives dont il pourrait être requis.

De tout ce que dessus, l'Associée unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Société « WINDVISION OPERATIONS LIMITED »,
représentée par Mr Jacob Jan FERWEDA :

